

Contribution grand débat – Mars 2019

Thème : Démocratie et citoyenneté

Pour un contrat social de citoyenneté active

**“ ●N NE NAÎT PAS CITOYEN, ON LE DEVIENT ”
CONDORCET.**

Ligue de l'Enseignement F▲L 44

Table des matières

Table des matières	2
Introduction : la démarche choisie pour la contribution	3
1. De quel contrat social parlons-nous ?	3
a. Agir dans un cadre d'intérêt général	3
b. Revaloriser la notion de bien commun et en faire une notion au-dessus des partis	3
2. Les déclinaisons du contrat social	4
a. Démocratie	4
<i>a.1 : Mandat</i>	4
<i>a.2 : Compromis plutôt que référendum</i>	4
b. Citoyenneté	4
<i>b.1 : Engagement citoyen</i>	5
<i>b.2 : Reconnaissance de la vie associative</i>	5
<i>b.3 : Partage temps de travail et action bénévole</i>	5
<i>b.4 : Enseignement de la citoyenneté</i>	5
c. Education	6
<i>c.1 : Réhabilitation d'un Service public d'éducation</i>	6
<i>c.2 : Exonération de la prise en charge des écoles privées de premier niveau</i>	6
3. Laïcité	7
Conclusion :	8

Introduction : la démarche choisie pour la contribution

C'est dans un contexte politique inédit que se met en œuvre le Grand Débat national. Ce rendez-vous d'expression citoyenne, démocratique, ne sera réussi que s'il ouvre des possibles « dans l'ouverture et l'inclusive, dans la transparence et la clarté, dans l'indépendance et l'impartialité » ainsi que le précise un communiqué du Mouvement Associatif. Nous le savons par expérience, recueillir la parole des citoyen.ne.s ne sert à rien si nous ne sommes pas capables de les concrétiser en actes par la suite. C'est bien l'enjeu central de cette concertation nationale que de donner des suites aux propositions et revendications qui seront issues des débats citoyens.

Promouvoir le débat d'idées est au centre d'un mouvement comme celui de la Ligue de l'Enseignement. Au regard des enjeux du Grand Débat, La Ligue de l'Enseignement-FAL44 a choisi pour réaliser cette contribution, de s'appuyer sur ses membres. A cet effet, elle a confié à « La Fabrique Jean Macé », instance de la fédération, le soin d'organiser une soirée débat sur le sujet pré-cité à laquelle une quarantaine de personnes se sont inscrites. Elle a eu lieu le 12 février 2019.

1. De quel contrat social parlons-nous ?

a. Agir dans un cadre d'intérêt général

La crise sociale qui traverse aujourd'hui notre pays est aussi une crise de notre démocratie. C'est celle d'un accroissement des inégalités de tout genre devenues insupportables à une partie importante de nos concitoyen.nes. Cette situation aggrave la perte de confiance de la population. Elle nourrit le sentiment d'une injustice de plus en plus inacceptable, notamment en matière fiscale, et renforce la défiance dans les institutions. Elle fissure tous les jours un peu plus la cohésion sociale et accroît le sentiment que chacun est laissé seul face à lui-même et à son destin. Si la contestation de la fiscalité écologique a été à l'origine du mouvement actuel, elle questionne avant tout la justice sociale, condition indispensable à la mise en place d'une transition écologique solidaire. L'histoire des démocraties est indissociable nous dit Pierre Ronsavallon d'une tension entre le fonctionnement des institutions électorales représentatives et la constitution d'un univers de défiance d'autre part. Néanmoins le niveau de défiance est d'une amplitude toute nouvelle en direction d'un pouvoir politique considéré comme éloigné du peuple. Dans cette configuration, le droit de vote a perdu de son pouvoir démocratique. Il est donc indispensable de repenser les modes d'agir le fait démocratique en redonnant aux citoyen.ne.s toute leur place pour peser en amont et en aval sur les lois votées en leur nom.

Notre première proposition est :

- **Plutôt que d'instaurer un vote obligatoire, refaire les élections si le taux d'abstention et bulletins blancs atteint 40 %**
 - **S'il s'agit d'élections de personnes, interdiction à tou.te.s les candidat.e.s de la première de se représenter**
 - **S'il s'agit d'une question, obligation de la retravailler et délai d'au moins 6 mois avant de reposer une autre question sur le même sujet**
- **Donner le droit de vote aux personnes étrangères non communautaires résidant sur le sol français depuis plus de 5 ans aux élections locales**

b. Revaloriser la notion de bien commun et en faire une notion au-dessus des partis

La défiance en direction des partis politiques est notamment celle du risque de voir les intérêts particuliers se substituer à la défense de l'intérêt général. Celui-ci est défini justement comme une volonté transcendant les intérêts particuliers pour s'inscrire au bénéfice de l'ensemble de la population. L'action publique a longtemps été reconnue par ce principe d'intérêt général, lui servant de régulateur et d'éthique dans les services publics. La mise en place d'un new public management inspiré du modèle des entreprises privées et du modèle anglo-saxon dominant la pensée a fait passer l'action publique d'une logique de moyens à celle de résultat. Cela l'a profondément affaiblie dans sa fonction de réponse à l'intérêt général. La gestion qu'en fait aujourd'hui l'Etat est contestée et contestable tant la notion de rentabilité économique a pris le pas sur celle de solidarité et d'intérêt général.

De la même manière la question des enjeux environnementaux et de l'avenir commun de l'humanité est remise au bénéfice des lobbys économiques de toutes sortes. Les lobbys citoyens devraient pourtant avoir plus de poids que les lobbys industriels.

Pour remédier aux poids des intérêts particuliers et défendre un intérêt général au-dessus des décisions politiques nous proposons que ce soit reconnue en droit constitutionnel la notion de bien commun et qu'elle recouvre :

- **La transition écologique dans l'obligation de promouvoir et d'agir en faveur d'une société durable**
- **Les services publics d'éducation, de santé, de justice et d'accès au droit**

2. Les déclinaisons du contrat social

a. Démocratie

Le débat entre démocratie directe et démocratie représentative a été réactivé en particulier grâce aux possibilités offertes par les nouvelles technologies. Mais si celles-ci offrent effectivement la possibilité de donner la parole à chaque citoyen.ne en lui permettant de s'exprimer sur tous les sujets, la logique de responsabilité plaide en faveur d'une démocratie de représentation. **Celle-ci doit être mieux encadrée, tant dans la durée et la forme des mandats que dans les méthodes de contrôle. Rendre des comptes à la population se doit d'être instauré en devoir pour tous les gouvernants locaux comme nationaux.**

La professionnalisation du personnel politique qui pour un grand nombre d'entre eux passe des bancs des instituts d'études politiques aux cabinets, avant d'entamer leur « carrière » d'élu a éloigné la décision politique des réalités vécues par les personnes du commun. Il est important de renouer ce lien distendu et de recréer, à l'exemple des Conseils de Développement, des structures de co-construction citoyenne où les personnes intéressées à contribuer à l'intérêt général peuvent apporter leur expertise d'usage. Cela pourrait se faire soit sur la base du volontariat, au risque de ne pas avoir une représentativité réelle de la société, soit par un tirage au sort.

Nous proposons :

- **Que soit mis en place des « conseils citoyens locaux représentatifs » d'évaluation des propositions de lois et en aval de leur mise en place opérationnelle**
- **Procéder sur la base d'un tirage au sort d'un tiers des citoyen.es qui pourrait inclure l'ensemble des habitants d'un territoire, y compris d'origine étrangère (et permettant de participer également à des instances nationales)**
- **Réduire le pouvoir du président dans le cadre d'un nouveau contrat républicain et renforcer ceux de l'assemblée parlementaire s'appuyant sur ces conseils citoyens locaux**

a.1 : Mandat

La limitation des mandats telle qu'elle a commencé à se mettre en place doit être poursuivie. Au-delà des mandats politiques, c'est aussi la rémunération du personnel politique qui est remise en cause. Le cumul des mandats se traduit trop souvent par un cumul des rémunérations (soit officielles, soit officieuses, par des jetons de présence dans des organisations annexes). C'est la crédibilité du système qui est remise en cause par des élus qui s'octroient entre eux des avantages (caisse de retraite, prêts avantageux,... par exemple).

Nous proposons de limiter les mandats représentatifs à deux maximums par instance.

a.2 : Compromis plutôt que référendum

Le référendum d'initiative populaire tel qu'il est proposé, se présente comme le summum de la démocratie. Or nous ne sommes pas tous égaux dans la capacité à se saisir des sujets posés face aux lobbyings en place. L'exemple du Brexit est à ce niveau édifiant.

L'art de la politique et du vivre ensemble est celui de construire du débat et à l'issue des compromis entre des personnes ou des organisations susceptibles de construire des argumentaires pour défendre leur point de vue. Ces compromis sont par définition mouvants et résultent de rapports de force qui peuvent être remis en cause et rediscutés. L'absence de débat et les consensus de façade ont conduit à la situation que nous connaissons. Les contraintes de temps imposées par les médias, qui veulent du court et de l'immédiat, sont incompatibles avec le temps de l'argumentation qui nécessite que chacun puisse développer sa pensée et la faire comprendre, sinon accepter, par l'autre. C'est donc aussi d'une action sur ces médias dont nous avons besoin.

Nous proposons de réhabiliter le droit au débat contradictoire et de bâtir une société de compromis en éduquant et formant à cette pratique : dans les écoles, les entreprises, les administrations et l'ensemble des espaces démocratiques de la cité, les chartes déontologiques des groupes de presses.

b. Citoyenneté

L'inscription dans le Préambule de la Constitution de la Charte de l'environnement, et du droit qu'elle instaure pour toute personne « de participer à l'élaboration des politiques publiques ayant une incidence sur l'environnement », a été une première étape, qu'il convient d'approfondir et d'élargir aux différents champs des politiques publiques.

Nous proposons qu'une loi d'orientation afin de renouveler les processus de concertation et de décision publique soit élaborée.

Cette loi visant à revivifier notre démocratie, serait co-construite avec les citoyens et les organisations de la société civile. Elle impliquerait la création de méthodes et d'outils de participation déployés au niveau territorial et national, le développement du recours à des outils de e-démocratie (ex : consultation en amont des projets de loi etc.) comprenant l'accompagnement des citoyens à la prise en main des enjeux. C'est dans ce cadre que devrait être instauré un soutien aux initiatives citoyennes contribuant au débat public sur des enjeux d'intérêt commun - à l'échelle locale ou nationale - en permettant l'organisation de débats, de contre-expertises, d'évaluations.

Ces initiatives se retrouvent souvent confrontées à un manque de moyens (financiers, humains, matériels, techniques...) qui finit par les freiner alors qu'elles sont une source de vitalité pour la démocratie.

Nous proposons que soit mise en œuvre la proposition initialement formulée suite au rapport Bacqué – Mechmache sur la politique de la ville en 2013, puis reprise dans le rapport « Pour une politique de vie associative ambitieuse et une société de l'engagement » remis au Premier Ministre en juin 2018, de création d'un Fonds pour une Démocratie d'Initiative Citoyenne doté annuellement de 5% du montant total de l'argent public consacré au fonctionnement de la démocratie représentative.

b.1 : Engagement citoyen

La standardisation de la société, quant à elle, réduit la question de l'identité, de la fierté d'être soi, au domaine de l'utilitaire et de la consommation. Penser l'humain à l'instar des machines, d'un rapport à l'immédiateté et à la performance sans cesse repoussé, conduit à déshumaniser les rapports sociaux et introduit un sentiment d'insécurité et de stress récurrent, à terme mortifère. Le droit à l'échec, à la « déconnexion », à prendre le temps d'assimiler les bouleversements de la vie, doit pouvoir s'exercer dans notre société, et être réhabilité comme élément d'un processus d'expérience humaine vivifiante.

Ce qui spécifie l'humain, est son besoin de se nourrir d'espoir, de rêve, d'un puissant désir de progrès pour soi ou les autres, qui ne peut être intégralement comblé par l'accès aux biens matériels. L'économie en tant que science, est, elle aussi, souvent utilisée pour justifier des orientations décrites comme sans alternative. Pourtant nous rappelle l'un des tenants du Prix Nobel de l'économie, *"L'accroissement des inégalités n'est pas un problème économique, mais politique. Le résultat, c'est que les gens se défient de plus en plus des institutions démocratiques [...]"*¹.

Nous proposons :

- **L'instauration d'un congé citoyen cofinancé par l'Etat à l'instar du congé parental (année de césure citoyenne)**
- **Le maintien de l'engagement volontaire qu'est le service civique et de ses moyens de fonctionnement**
- **Que le service civique soit enfin accessible à tous les jeunes présents depuis plus de 6 mois sur le territoire français**

b.2 : Reconnaissance de la vie associative

Les services portés par les associations sont des services directement utiles pour les citoyens, qui permettent de contenir les fractures sociales et territoriales, en ayant vocation à être largement accessibles à toutes et tous. Mais ces services assurés par des associations sans but lucratif s'exercent bien souvent dans le même cadre que celui appliqué à un acteur commercial, tandis qu'ils proposent un service d'utilité sociale, s'adressent à un public de manière inclusive, pratiquent un prix permettant l'accès à tous aux services. Les associations sont nombreuses à fournir des services sociaux d'intérêt général.

Au regard de l'importance de ces services pour les citoyens, nous demandons que l'Etat Français travaille à une définition actualisée et une protection des services sociaux d'intérêt général face aux seules logiques de marché.

Nous proposons qu'en plus d'une vision politique renouvelée de l'Etat sur les services sociaux d'intérêt général, cette notion irrigue les principes fiscaux de l'instruction applicable aux associations afin que l'absence de concurrence au marché ne soit plus le cœur de notre appréciation de ce qu'est l'utilité sociale.

b.3 : Partage temps de travail et action bénévole

Entre l'augmentation de l'espérance de vie et la diminution du temps de travail, le temps disponible (hors sommeil et travail) est passé de 100 000h en 1900 à 400 000h aujourd'hui, dont 100 000 devant un écran de télévision. En parallèle, l'engagement bénévole se fait sur de nouvelles causes, mais a aussi du mal à trouver un nouveau souffle dans un monde libéral où tout se monnaie. Il faut donc trouver de nouvelles manières de valoriser cet engagement au service de tou.te.s, qui ne se limitent pas à une reconnaissance monétaire.

Nous proposons la possibilité d'un partage entre ¾ de temps de travail et ¼ de temps de bénévole.

b.4 : Enseignement de la citoyenneté

L'école et les associations sont des lieux privilégiés d'apprentissage de la citoyenneté. Alors que pour les personnes exilées, il y a obligation à l'acquisition d'un certain nombre de notions et de savoirs sur la société française et ses lois, il n'y a pas d'espace d'apprentissage clairement identifiés pour nos concitoyen.nes.

Nous proposons que soient financés et instaurés avec les mouvements d'éducation populaires des temps d'apprentissage de la citoyenneté basés sur les fondements du solidarisme de la société française et des droits sociaux, les valeurs de la République et le principe de laïcité et ce dans une capacité d'accès tout au long de la vie (dans une nouvelle forme de formation continue).

¹ Angus DEATON, prix Nobel d'Economie 2015, le Monde, édition du 11-12 septembre 2016

c. Education

c.1 : Réhabilitation d'un Service public d'éducation

Dans ce contexte d'un avenir désenchanté et démystifié, où colère et peur de l'avenir se conjuguent dans un même levain, l'éducation reste un rempart au repli sur soi. Que ce soit l'éducation familiale, scolaire ou populaire, elle ne peut pas être à elle seule, la garante d'un aboutissement personnel, social, économique et culturel. Elle nécessite l'appui d'une puissance publique garante de la cohésion sociale pour se consacrer à sa juste fonction. L'Ecole doit pouvoir être l'espace dans lequel chaque enfant est protégé des influences idéologiques de toutes sortes. Chaque élève peut s'y consacrer en toute sérénité, à faire émerger sa raison, prendre conscience de la différence entre la pulsion et l'acte, s'approprier la pluralité et progressivement apprendre à penser par lui-même, indépendamment des croyances familiales. Ce qui ne veut pas dire renoncer aux croyances de sa fratrie, mais les comprendre pour ce qu'elles sont : une identité, une spiritualité, un engagement et distinguer la pluralité des choix qui s'offre à lui ou à elle, en terme de liberté de conscience, d'orientation professionnelle, de choix de vie tout simplement.

L'école de la République est par essence, un espace de mixité sociale, culturelle et économique. Son éthique l'oblige au refus de toute ségrégation et sélection. A trop vouloir que l'école réponde aux besoins de l'emploi, lui-même en difficulté, et à l'évaluer en ce sens, nous avons oublié sa fonction inclusive essentielle : "La qualité de l'instruction scolaire ne se mesure ni à la satisfaction des professeurs, ni à celle des parents, ni même à celle des élèves, elle se mesure à sa capacité à incarner la justice et à préparer un avenir solidaire²".

L'enseignement moral et civique désormais inscrit dans les programmes n'a pas été conçu comme un retour à l'inculcation des normes sociales. Il se veut donner aux enfants la capacité à la discussion, à l'expression philosophique. Il importe qu'ils apprennent que leur vraie liberté suppose, pour s'exercer, une culture de la conscience civique et morale, et que celle-ci est nécessaire à leur liberté, dans une société où les conditionnements sont puissants. L'aptitude à l'autonomie morale est la forme accomplie de la liberté et la condition de l'acceptation des autres, dans leur différence et leur diversité.

Cela suppose dans tous les espaces de la vie, une mobilisation collective à cette autonomie morale et au respect des autres et les élu(e)s de la République doivent en être les premier(e)s garant(e)s.

Rappelons l'attachement de la Ligue de l'Enseignement-FAL44 à l'école publique en ce qu'elle porte intrinsèquement les valeurs de la République. L'école publique se doit d'être celle qui accueille tous les enfants, sans restriction ni sélection. Si elle doit repenser sans cesse la qualité de son enseignement ; nous nous défions d'une tendance actuelle à la déstabiliser. La privatisation de l'enseignement que ce soit par des mécanismes de type carte scolaire, création d'écoles privées (confessionnelle ou hyper pédagogique) ne peuvent se faire qu'au dépend de l'égalité scolaire républicaine, laissant les plus faibles d'entre nous au prise avec leurs difficultés.

Nous proposons :

- **Que l'Ecole public soit réhabilitée et soutenue à la hauteur des enjeux dans une concertation constante avec les équipes pédagogiques et enseignantes**
- **Qu'un suivi de la scolarisation des enfants étrangers dans les écoles publiques soit institué et rendu mensuellement public sur le site de l'Inspection d'Académie afin de palier au déficit actuel de l'institution sur cette question**
- **Que le droit au départ en vacances soit reconnu et soutenu à la mesure de l'enjeu éducatif de socialisation qu'il représente**

c.2 : Exonération de la prise en charge des écoles privées de premier niveau

Un récent communiqué du Comité National d'action Laïque rappelle la très forte corrélation entre le milieu social d'origine et la réussite scolaire, mise en évidence par l'OCDE et le CNETCO. La France, malheureusement, donne moins à ceux qui ont moins. Si cette tendance doit être corrigée dans l'enseignement public, il est regrettable qu'une série de mesures en faveur des établissements d'enseignement privé, aille à l'encontre de l'intérêt général, en favorisant particulièrement le séparatisme social. Il s'agit de l'extension du financement public obligatoire aux classes maternelles privées (montant estimé 50 millions d'euros) et l'adoption par le Sénat de deux amendements visant à relever de 14 millions d'euros le montant de l'enveloppe accordée aux établissements privés d'enseignement supérieur. Les établissements privés accueillaient 26 % d'élèves issus de familles favorisées en 1984, ce taux est passé à 36 % en 2012, et dans certains établissements parisiens il dépasse aujourd'hui 80 %. Ainsi, davantage d'argent public va solidifier l'entre soi scolaire que s'est construit la frange la plus favorisée de la population.

Nous proposons à ce que la loi exonère les collectivités du financement des écoles privées de premier niveau.

² Philippe Merieu

c.3 : Prise en compte du rythme de vie de l'enfant

La Ligue de l'enseignement-FAL44 s'est depuis l'origine des débats positionnée en faveur de cette organisation du temps scolaire, considérant qu'il en était de l'intérêt de l'enfant. Que ce soit dans le respect de son rythme de vie ou de sa capacité à l'apprentissage. Dans un contexte où la baisse des aides d'état a précipité le retour à la semaine des 4 jours dans nombre de collectivités, il est notable que certaines villes aient à ce jour conservé leur attention à la préservation des intérêts de l'enfant. L'encadrement de ces temps périscolaires, leur articulation avec les temps scolaires, est à penser de manière globale avec les enseignants (pas seulement les services de l'Etat), les parents, les élus locaux et les animateurs, voire les travailleurs sociaux. L'élaboration systématique de projets éducatifs territoriaux est une voie à affiner pour viser la participation de tous les enfants à ces activités éducatives non obligatoires (contrairement à l'école).

Nous proposons à ce que la loi instaure à nouveau l'obligation de scolarisation sur 4 jours et demi en donnant les moyens de sa mise en œuvre aux collectivités.

3. Laïcité

On peut penser qu'affleure derrière la crise économique et sociale, une crise philosophique et politique. Tout être humain a la pleine conscience du néant, de son impuissance face à la mort et de l'immensité du monde. Les progrès de la société, de la science, de la qualité de vie ou au contraire d'une précarité récurrente modifie cette conscience, mais ne l'efface pas.

A notre époque, comme aux précédentes, les hommes et les femmes aspirent à discerner une morale humaine qui fait sens aux joies et aux peines de l'existence. Qu'en est-il de l'exemple donné par nos dirigeants ou nos institutions et de la perte de confiance qu'ils inspirent, dans la divergence entre les grands idéaux et la réalité de la petitesse des actes ?

La confusion récurrente entre laïcité et immigration jusque dans la « lettre aux français » en est un exemple criant de stigmatisation et d'amalgame. Pourtant l'arrivée de nouvelles générations de migrant.es, est amenée à s'accroître, quels que soient les gouvernements à venir. Elle doit être mise en regard de cette histoire post coloniale que nous peinons tant à conclure. Ceci afin d'en éviter la répétition à laquelle pourrait nous conduire le rejet, le mépris et le non accueil d'exilé.es qui croient, en ce que nous représentons d'espoir et d'égalité.

L'erreur de la République a peut-être été de considérer que l'énoncé du principe de laïcité suffisait, là où sa fonction était d'éduquer à la puissance symbolique et libératoire de la laïcité. Ainsi, elle a désincarné l'idée même de la laïcité, limitée à un principe juridique ou à de faux débats. Or qu'est-ce que la laïcité ? C'est à la fois une philosophie et un principe juridique d'égalité des droits, quels qu'ils soient, qui permet à chacun.e de vivre en liberté.

Principe qui nous est envié par bien des peuples du monde. La République a confondu en somme neutralité confessionnelle et fonction éducative. C'est oublier les conseils de Jules Ferry, rappelant la fonction d'éveil critique de l'Ecole : « nous avons prôné la neutralité religieuse, nous n'avons pas prôné la neutralité philosophique, pas plus que la neutralité politique ».

Alors s'il est écrit dans la constitution que la République est indivisible, laïque, démocratique et sociale, qu'avons-nous fait d'une appropriation concrète, visible et éducative de ces principes, pour nos concitoyens ? La laïcité est instrumentalisée plus qu'enseignée et sert à justifier bien des problèmes de société et des attentes irraisonnées. Or ce n'est, ni une contre religion, ni une opinion. C'est un cadre qui nous permet de vivre ensemble, de coexister, ou pour paraphraser Régis Debray : "c'est l'art de ne pas s'entre-tuer". Cet art de vivre entre une pluralité de convictions, mérite d'être soutenu par la puissance publique avec force et volonté, afin de lutter contre toutes les influences idéologiques à l'affût.

Nous proposons :

- **L'application stricte de la loi 1905 et la juste distance de l'Etat avec le culte musulman qu'il n'a pas à organiser de même qu'il n'organise pas les autres cultes**
- **La fin du concordat et de ce qu'il en subsiste**
- **Le maintien du texte de loi en l'état**

Conclusion :

"Dans une société bâtie sur la question de la protection individuelle et collective et de l'accroissement du bien-être, la promesse de mettre fin à l'insécurité vient d'être balayée et avec elle les masques que nous voulions bien lui donner".³

C'est aussi ce que nous renvoient les jeunesses, chacune à leur manière, dès lors qu'elles refusent de s'inclure dans cette société. Elles ne rejettent pas en soi les principes de liberté, d'égalité de fraternité, mais peut-être notre déficit d'incarnation de ceux-ci dans le quotidien. Il y a un doute profond à ce que la puissance publique, quelle qu'elle soit, joue encore un rôle protecteur et de régulateur. Nos jeunesses nous obligent à regarder au fond, ce qui dans les actes, s'est écarté des promesses. Ce qui du compromis a pu s'étendre à la compromission. Ce qui porte atteinte à l'idéal d'un vivre ensemble, qui existe parce qu'il repose sur un socle commun, basé sur la confiance et le respect des libertés individuelles et où chacun s'y sent protégé.

Un idéal qui ne se délègue pas et est de la responsabilité et du ressort de tous les citoyens et citoyennes de ce pays, dans leur capacité à mettre en débat leur désaccord, les instruire hors de toute instrumentalisation politicienne. Vivre pleinement la démocratie en somme. Cela fait cruellement défaut au vivre ensemble aujourd'hui et il nous faut l'analyser pour y apporter urgemment résolution.

³ Robert CASTEL - L'insécurité sociale, la République des idées, Seuil

Qui sommes-nous ?

"**Laïque et indépendante**", la Ligue de l'enseignement réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien pour faire vivre la citoyenneté en favorisant l'accès de toutes et tous à l'éducation, la culture, les loisirs et aux sports.

Des centaines de bénévoles et de professionnels se mobilisent au quotidien au sein d'une fédération qui œuvre pour l'économie sociale et solidaire, à travers divers domaines d'activités : le mouvement d'idées, la vie associative, l'éducation, la jeunesse, la formation, les loisirs éducatifs et le tourisme social.

En Loire-Atlantique, la fédération œuvre auprès d'un important réseau d'associations, d'établissements scolaires et de collectivités locales, avec un objectif commun : "**Agir en citoyen.ne**".

Chacun.e trouve au sein du réseau l'accompagnement et la formation nécessaires pour concrétiser ces initiatives et ces projets, pour se construire en tant que citoyen.ne et pour "Faire société. Tous refusent la résignation et proposent une alternative au chacun pour soi.

La Citoyenneté

Notre ambition est de faire de chaque homme et chaque femme des citoyens acteurs de la société dans laquelle ils vivent. Grâce aux temps de débats, à travers les actions de solidarité envers les personnes migrantes, en luttant contre les discriminations et en formant à la laïcité, nous agissons pour "Faire société".

L'Éducation

Notre fédération est partenaire départementale de l'école publique et des collectivités locales. En lien avec l'Inspection Académique et le Rectorat, nous mettons en œuvre des actions pédagogiques complémentaires de l'école, du primaire au lycée. Sur les territoires, nous mettons nos compétences éducatives au service des collectivités sur leur politique éducative.

La Formation

L'ambition de « Faire société » passe par la transformation des individus grâce à la formation tout au long de la vie. Nos actions de formation impliquent chaque citoyen.ne et proposent des approches individualisées, pour permettre à toutes et tous d'être acteur de sa formation.

Les Jeunesses

Soutenir l'initiative des jeunes, c'est promouvoir leur engagement citoyen et favoriser leur engagement dans notre société. Avec les compétences que nous développons, nous accompagnons les jeunes de 12 à 18 ans au sein d'une Junior Association ou entre 16 et 25 ans pour leur engagement en Service Civique.

Le Sport pour tous

Le sport est un vecteur d'accès à la citoyenneté et d'émancipation. Avec nos fédérations sportives, l'UFOLEP 44 et l'USEP 44 et avec notre skatepark, le Hangar, nous permettons à chacun de pratiquer des activités physiques variées et innovantes.

Le Tourisme social & les loisirs éducatifs

Notre activité tourisme & loisirs éducatifs propose une approche unique du tourisme et des loisirs en proposant à chacun-ne de construire son propre projet. Avec des équipes d'animation formées au sein du mouvement, notre offre est « 100 % Ligue de l'enseignement ».

La Vie associative

En tant que partenaire des associations, nous en fédérons environ 450 sur le département avec lesquelles nous portons des projets et mettons à disposition nos compétences en termes de développement associatif, pour permettre à chacun.e de s'épanouir dans son engagement citoyen. Avec l'UFOLEP et l'USEP, nous contribuons également à l'accès au sport à toutes et tous avec des associations locales.

Contact :

Florence LACAZE
Directrice Générale FAL 44
9 rue des Olivettes
BP 74107
44041 Nantes cedex 1
02 51 86 33 30
flacaze@laligue44.org